

1

Mandats successifs CSE.

Vous l'avez très largement exprimé, la mise en place des ordonnances n'a pas atteint l'objectif que le législateur s'était fixé. Bien au contraire, nous observons un recul de la qualité du dialogue social dans de nombreuses entreprises et une perte de proximité entre les salariés et leurs représentants.

Les réunions plénières des CSE ont des ordres du jour sans fin qui faute de temps disponible ne permettent pas de traiter correctement les sujets. Certains CSE sont ainsi transformés en simple chambre d'enregistrement et tout ceci se combine avec une forte baisse des moyens alloués aux élus. Alors que l'élu suppléant n'a pas voix au chapitre, l'élu titulaire est lui dans une fonction qui s'est très fortement complexifiée et densifiée.

Le Comité de suivi des ordonnances qui regroupe les partenaires sociaux, des experts et des représentants de l'Etat a publié un rapport en décembre dernier, dans lequel il souligne la fragilisation de l'engagement des élus en raison d'une charge de travail due au mandat et des difficultés à concilier l'activité de représentation avec l'activité professionnelle.

Il est donc clair d'une part que la capacité à pouvoir assumer cette fonction demande du temps, des formations, de l'accompagnement et des apprentissages et d'autre part que cet état de fait peut faire peur et ne pas donner envie à d'autres salariés de s'engager dans un mandat au CSE.

Limiter le nombre de mandats pour les élus CSE à 3 mandats aurait pour effet de demander aux élus de quitter leur poste alors qu'ils maîtrisent l'environnement de l'entreprise, sa situation économique et qu'ils ont réussi à instaurer un climat en termes de dialogue social. Et dans certains cas avec cette loi, ce sont de nombreux élus qui partiront en même temps puisqu'ils seront potentiellement plusieurs à atteindre la barre des trois mandats. Cela fragiliserait donc notre capacité à présenter des listes de candidats y compris dans le respect de la mixité proportionnelle avec un nombre suffisant de candidates et de candidats.

Si l'on rajoute à cela que l'axe des ordonnances qui visait à progresser dans la reconnaissance des compétences acquises par les élus durant leur mandat est au point mort, en particulier par la négligence des employeurs. Nous ne pouvons donc que conclure que la limitation des mandats des élus CSE à trois successifs doit être supprimée.

Alors oui, je sais ce que vous allez me dire, ce n'est pas ce que la conf portait lors de la mise en place des ordonnances. En effet, nous étions favorables à cette limitation à trois mandats mais les faits parlent d'eux même. Reconnaissons donc notre erreur de jugement comme nous aimerions que le gouvernement reconnaisse les siennes.

Ainsi nous vous proposons donc de voter massivement pour cet amendement et en cas de vote favorable nous ajouterons cette demande de modification de la loi aux revendications CFDT sur le sujet du dialogue social issu des ordonnances.

Par contre mes camarades, ne nous y trompons pas, supprimer cette obligation ne doit pas entamer notre travail de renouvellement de nos forces militantes. Cela ne doit en aucun cas barrer la route à des adhérents souhaitant franchir le cap du militantisme, et en cela je pense particulièrement aux jeunes. Ce n'est pas au bout des trois mandats qu'il faut se poser la question du renouvellement mais c'est avant chaque élection qu'il faut anticiper ce renouvellement et la montée en compétences des nouveaux et nouvelles militantes.

Merci de votre écoute.